



Conseil national
de l'information statistique

Commission Territoires

7 octobre 2015

Fiches de présentation d'enquête statistique pour examen d'opportunité

1. Intitulé de l'enquête

Enquête de conjoncture auprès des administrations publiques locales.

2. Service producteur

Insee - Direction des Études et Synthèses Économiques - Département de la Conjoncture - Division des enquêtes de conjoncture.

Le pilotage de l'enquête est assuré par l'Insee et la Caisse des Dépôts - Direction des prêts et de l'habitat - Département du développement.

3. Service réalisant la collecte

Insee - Direction des Études et Synthèses Économiques - Département de la Conjoncture - Division des enquêtes de conjoncture.

4. Historique de l'enquête

Cette enquête est nouvelle. Elle viendra compléter le dispositif d'enquêtes de conjoncture auprès des entreprises et des ménages mises en œuvre par l'Insee et qui constituent un élément essentiel du dispositif français d'élaboration du diagnostic conjoncturel.

5. Bilan d'exécution de l'enquête et des résultats produits

Non concerné. L'enquête est nouvelle.

6. Objectifs généraux de l'enquête et principaux thèmes abordés

En 2014, l'investissement public total a représenté 78,6 milliards d'euros. Réalisant près de 60 % de cet investissement, les administrations publiques locales sont le premier investisseur public. L'impact de ces investissements sur l'économie française est important, notamment en termes d'activité et d'emploi dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.

L'objectif de l'enquête de conjoncture auprès des administrations publiques locales est de mieux anticiper la décision d'investir des acteurs publics locaux, bien avant que ne soient rendues publiques les données relatives au budget primitif et au budget exécuté.

Au-delà, l'enquête a également pour objectif de créer un baromètre régulier et durable des intentions de dépense des acteurs publics locaux.

Les questions posées seront essentiellement de nature qualitative afin de simplifier la réponse des interrogés et de minimiser le temps de réponse.

7. Origine de la demande

La Caisse des dépôts intervient auprès des acteurs publics locaux en finançant leurs projets de long terme. Pour mener à bien ses missions, la Caisse des dépôts doit disposer d'informations précoces lui permettant d'anticiper les décisions d'investissements des acteurs publics locaux.

Les données conjoncturelles sur l'investissement des administrations publiques locales sont fragiles et parcellaires. Ainsi, les comptes nationaux trimestriels ne les estiment qu'indirectement, à partir des données de chiffre d'affaires des secteurs d'activité concernés (en travaux publics et bâtiments) et les données infra-annuelles directes sont quasi inexistantes ou peu exploitables pour les conjoncturistes. Disposer d'une telle enquête de conjoncture permettrait d'améliorer fortement le système d'information infra-annuel sur les administrations publiques locales.

L'enquête est sans lien avec un règlement européen.

8. Place dans le dispositif statistique déjà existant sur le même sujet ; apport à la connaissance du domaine par rapport à d'autres sources déjà disponibles (enquêtes ou fichiers administratifs)

La principale source d'information permettant d'estimer l'investissement des administrations publiques locales est issue du système d'information de la DGFIP. Son profil particulièrement heurté en terme infra-annuel ne permet pas un suivi direct à fréquence trimestrielle et ne permet pas d'inférer en cours d'année une prévision fiable pour l'ensemble de l'année. En outre, elle ne permet pas d'obtenir des informations infra-annuelles de nature qualitative sur les décisions d'investissement des acteurs publics locaux et sur la réalisation des investissements sur l'année.

9. Insertion dans un système d'information

Le dispositif d'enquête de conjoncture de l'Insee comporte dix enquêtes de conjoncture auprès des entreprises et une enquête de conjoncture auprès des ménages. Cette nouvelle enquête viendra compléter ce dispositif qui a fait ses preuves depuis de nombreuses années.

Contrairement à la plupart des enquêtes de conjoncture déjà existantes, cette nouvelle enquête n'appartiendra pas au système européen harmonisé des enquêtes de conjoncture.

10. Unité(s) statistique(s)

Les unités statistiques enquêtées sont des unités légales.

11. Champ de l'enquête (secteurs d'activité – préciser les codes NAF – ; taille de l'unité enquêtée ; catégories de ménages ou d'individus ; etc.)

Le champ de l'enquête est constitué des collectivités locales : régions, départements, communes et groupements à fiscalité propre. Le champ de l'enquête pourrait dans un second temps être élargi aux établissements publics de santé, aux ports et aux universités (après 2016).

12. Champ géographique de l'enquête

L'enquête couvrira la France entière (métropole + DOM). Les DOM qui seront compris dans le champ sont la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, la Réunion et Mayotte. Aucune extension régionale n'est envisagée.

L'enquête n'est pas le volet national d'une enquête internationale.

13. Bases de sondage, échantillonnage (taille de l'échantillon)

Le tirage de l'échantillon se fera dans le répertoire Sirene.

Environ 3 000 unités seront interrogées. Les régions, les départements, les communes et les groupements à fiscalité propre au-delà d'un certain seuil seront interrogés exhaustivement (un seuil possible pour ces deux niveaux est 10 000 habitants). Les communes et les groupements à fiscalité propre dont la population est inférieure à ce seuil et les établissements publics de santé seront interrogés par sondage.

14. Mode de collecte

Dans un premier temps, les unités enquêtées recevront un questionnaire papier envoyé via la Poste. Il est envisagé ensuite de diffuser un mode de collecte par internet.

15. Date (même approximative) et périodicité de la collecte

L'enquête sera trimestrielle. La première interrogation devrait avoir lieu en mai 2016.

16. Temps de réponse - Contraintes imposées à l'enquêté

Le temps de réponse à l'enquête ne devrait pas excéder 15 minutes.

17. Instances de concertation (comitologie) : comité scientifique, de concertation, d'orientation, de pilotage, de suivi

Un comité de concertation a été créé. Il réunit l'Insee, la Caisse des dépôts, la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL).

18. Exploitation et diffusion des résultats

Il ne sera pas fait de retour personnalisé aux enquêtés. Fin 2016, les résultats des deux premières interrogations seront valorisés dans un numéro d'Insee Focus. Par ailleurs, à compter de 2017, les résultats de cette enquête seront diffusés tous les trimestres dans la collection *Informations Rapides* de l'Insee et les résultats seront disponibles dans la Banque de Données Macroéconomiques (BDM).

En outre, pour la valorisation de l'enquête, la Caisse des Dépôts pourra mettre son service de communication à contribution.

Type de diffusion envisagée selon la codification (1)	Période de diffusion envisagée	Niveau géographique (2) envisagé pour les résultats	Remarques
1	Trimestrielle	France entière	Les résultats seront diffusés selon le découpage : Ensemble des régions, Ensemble des départements, Bloc communal.
3	Fin 2016	France entière	Les résultats seront diffusés selon le découpage : Ensemble des régions, Ensemble des départements, Bloc communal.

(1) Type de diffusion :

- 1 - Alimentation de processus aval : *comptes nationaux, Eurostat, bases multi sources...*
- 2 - Données détaillées : *bases de données, fichiers détail tout public ou public spécifique (chercheurs, collectivités...)*
- 3 - Chiffres clés, principaux résultats : *"4 pages", indicateurs, indices...*
- 4 - Synthèses, analyses, publications de références, éventuellement multi sources...
- 5 - Valorisation, communication : *site internet dédié, séminaire, conférence...*

(2) France entière ou métropole seule, régions, départements, quartiers, autre niveau local

19. Moyens humains et financiers mobilisés pour l'enquête

Les coûts d'impression et d'affranchissement correspondant à la réalisation de quatre enquêtes par an sont estimés à environ 20 000 €. Les moyens en ETP consacrés par l'Insee à ces enquêtes se décomposent comme suit :

Poste	Moyens en jours/hommes selon la catégorie	Moyens en ETP
Pilotage	20 A	0,1 A
Développements	30 A, 45 B	0,15 A - 0,22 B
Coûts de saisie	140 C	0,7 C